

Opinions

Pour une révolte des «petits» Etats européens

Chaix

444 words

19 September 2013

La Tribune de Genève

TRIBGN

2

French

Copyright 2013 Edipresse. All Rights Reserved.

Les multiples couleuvres bancaires avalées par la Suisse démontrent que l'«Alleingang» des blochériens est, définitivement, une voie sans issue. Notre pays ne peut plus défendre ses intérêts en solitaire dans la nouvelle configuration mondiale. Les nationalistes demeurent les pires ennemis de la nation, tout comme les intégristes sont les plus redoutables adversaires de leur religion.

L'entrée de la Suisse dans l'ensemble européen paraît inéluctable, au moins à moyen terme. D'autant plus que nous appliquons d'ores et déjà un grand nombre de lois décidées par Bruxelles sans avoir pris part à leur élaboration. Il est évident que nous défendrons mieux nos intérêts à l'intérieur de l'Union qu'à l'extérieur.

Il faudra alors apprendre à se coaliser avec d'autres Etats européens de modestes dimensions géographiques ou démographiques, afin de résister aux tentations hégémoniques des «grands» qui, d'ailleurs, ont rétréci au lavage de la mondialisation. Dans ce contexte, il règne au sein de la classe politique française un climat de rejet des «petits» voisins dont nous, Suisses, devons tenir compte. A cet égard, un livre intitulé «Europe: amour ou chambre à part?» (Flammarion) – rédigé par la centriste (version MoDem) Sylvie Goulard, députée française au Parlement européen – est édifiant. Son propos est de donner un véritable pouvoir à une Union réduite à peu de chose par l'égoïsme des Etats. En ce sens, on ne peut que l'approuver. Mais pour la politicienne, il est d'autres adversaires que les gouvernements nationaux, à savoir les «petits» pays. Il faut voir avec quelle morgue, quel mépris, Mme Goulard évoque la Suisse et les autres Etats de taille semblable!

Selon elle, les «grands», et surtout le couple franco-allemand, doivent gouverner l'Europe. Pour le bien de celle-ci, bien sûr. Or, la gouvernance allemande n'est pas de meilleure qualité que celle en vigueur en Suède, au Danemark, aux Pays-Bas, bien au

contraire. Et par charité, nous n'évoquons pas la France, percluse de dettes et de doutes.

La prétention franco-allemande à régenter l'Europe ne repose donc que sur la quantité – les deux pays forment près du tiers de la population de l'Union – mais en aucun cas sur la qualité. Devant cette hégémonie, les Etats à l'économie dynamique mais de taille géographique réduite – comme les nations scandinaves, les Pays-Bas, l'Autriche et d'autres dont la Suisse – feraient bien de s'allier s'ils ne veulent pas subir le diktat d'un duumvirat qui songerait plus aux intérêts de Berlin et de Paris que de l'ensemble du continent.